

Questions orales

mais ce n'est pas encore chose faite. Peut-on encore donner une chance aux efforts de paix?

Des voix: Bravo!

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, j'ai deux brèves observations à faire pour répondre au chef de l'opposition. Voyons pour commencer la question du drapeau.

Le chef de l'opposition a inventé hier un nouveau principe, je dirais même une fausseté, à propos du drapeau canadien.

Des voix: Oh, oh!

M. Clark (Yellowhead): Je suis sûr qu'il ne l'a pas fait délibérément, mais il a dit que les troupes canadiennes ne servaient jamais que sous le drapeau des Nations Unies. N'a-t-il jamais entendu parler de la force multinationale d'observation qui est présente dans le Sinaï et dont le Canada fait partie? Puisqu'il s'attache aux symboles, n'a-t-il jamais entendu parler de la participation du Canada à l'OTAN, au fil des ans, sous le drapeau de cette organisation? Ce qui est en cause, c'est l'autorité des Nations Unies. Or, il ne fait aucun doute que la résolution 678 donne toute autorité aux Nations Unies.

Quant au secrétaire général des Nations Unies, le chef de l'opposition ne peut pas ignorer, s'il a entendu l'appel lancé hier par le secrétaire général, qu'il reprend largement les points contenus dans la lettre que le premier ministre du Canada lui a fait parvenir et qui propose une position de négociation que Saddam Hussein pourrait adopter. J'ai déposé cette lettre aux Communes hier.

Nous encourageons le secrétaire général et d'autres aussi à persévérer dans leurs efforts. Mais le premier ministre a précisé bien clairement, tout comme le président Mitterrand l'a fait en France aujourd'hui, et le monde entier le sait, que c'est de Saddam Hussein que doit venir une réponse.

Des voix: Bravo!

[Français]

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. La majorité des Canadiens et Canadiennes sont contre les actions du gouvernement dans la crise du Golfe. Ils demandent de poursuivre des sanctions économiques et des négociations pour arriver à une solution de paix. Est-ce que le Canada va inviter le Conseil de sécurité et les membres de la coalition à prendre le temps

d'examiner d'autres moyens, non militaires, par exemple renforcer les sanctions économiques pour expulser Hussein du Koweït?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le député parle de temps. Le Conseil de sécurité vient de donner et le monde vient de donner à Saddam Hussein une pause pour la paix, une période de 47 jours, pendant laquelle il fut possible chaque jour, chaque minute de chaque jour pour Saddam Hussein de répondre. Il a refusé chaque fois. Il a fermé la porte à chaque initiative faite par le secrétaire général des Nations Unies et par les autres.

[Traduction]

Lorsque les députés de l'opposition parlent de donner plus de temps à Saddam Hussein, ils doivent se demander quel usage il fait de ce temps. Comment a-t-il utilisé la trêve qui a été ménagée pour préserver la paix? Il en a profité pour creuser une tranchée dans le territoire du Koweït pour canaliser du pétrole vers le golfe Persique et le polluer, se livrant ainsi à une guerre environnementale. Combien de temps encore l'opposition veut-elle donner à Saddam Hussein pour qu'il poursuive ce genre d'activité?

Des voix: Bravo!

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, j'ai aussi quelques questions à poser au secrétaire d'État.

Premièrement, pourquoi le gouvernement refuse-t-il d'écouter les Canadiens qui disent de ne pas aller en guerre et de donner le temps aux sanctions de faire effet pour forcer Hussein à se retirer du Koweït? Pourquoi le gouvernement n'écoute-t-il pas les Canadiens qui essaient de lui dire quelque chose?

Pourquoi le secrétaire d'État aux Affaires extérieures n'écoute-t-il pas les Canadiens qui disent que ce n'est pas nécessaire de détruire un pays ou une région, et de tuer des gens pour mettre fin à une agression?

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. le Président: L'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, c'est évident que j'écoute les Canadiens. J'écoute ce que me disent les services de renseignement et j'écouterai certainement le député s'il acceptait l'invitation que je lui ai faite il y a